

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 78

p.a.f. 0,80 € - février 2018

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Chez Carrefour et les autres:

Interdiction des licenciements!

Dans ce numéro:

Solidarité avec les migrants: mobilisation réussie!

Travailleurs en lutte: Durobor, CHR de la Citadelle, Deliveroo...

Les riches plus riches, les pauvres plus pauvres

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Un nouveau milliardaire tous les deux jours en 2017

Selon un rapport d'Oxfam, le 1% des plus riches de la population s'ac-capare 82% des richesses créées dans le monde en 2017.

Et la richesse de ce 1% a augmenté de 762 milliards de dollars, soit 7 fois le montant estimé nécessaire pour supprimer la grande pauvreté.

Alors que la pauvreté monte, le nombre de milliardaires atteint un nouveau record avec près de 2.050 personnes, 13% de plus qu'en 2016. Deux milliers de super milliardaires, une poignée, qui peut imposer sa volonté à l'humanité toute entière? Jusqu'à ce qu'on ne les laisse plus faire et qu'on les exproprie!



Augmentation de la pauvreté

Le nombre de personnes ayant recours aux banques alimentaires est en augmentation depuis 20 ans. Rien qu'entre 2016 et 2017 en Belgique, on est passé de plus de 143 000 personnes à plus de 157 000 personnes faisant appel à cette aide alimentaire.

Pour assurer à chacun un toit et de la nourriture, il faudra que les travailleurs qui créent toutes les richesses puissent enfin décider de leur répartition !

Le choix de la recette

Colruyt a conclu des partenariats avec les CPAS des villes de Courtrai et Namur pour que celles-ci envoient aux ménages dépendants de l'aide sociale des livres de recette Colruyt pour des repas « sains et équilibrés » à 1, 2 ou 3 euros. Un livre de recette qui pourrait sans doute s'appeler « tout ce que vous pouvez faire avec des petits pois ».

Pour qu'on puisse tous manger sainement et suffisamment, il faudrait plutôt mettre une limite à l'appétit de profits des familles comme Colruyt !



Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

<http://www.lutte-ouvriere.be>

Abonnements:

Normal: 10 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Interdiction des licenciements !

Une fois de plus, des centaines de travailleurs sont jetés dehors par un grand groupe. Des centaines de familles dépendant de ces salaires voient leur vie basculer.

Carrefour justifie ce nouveau saccage social par le changement de comportement des consommateurs qui fréquenteraient moins les hypermarchés. Peut-être, mais pourquoi les travailleurs doivent-ils en faire les frais ?!

Les dividendes que Carrefour distribue à ses actionnaires ont augmenté de près de 35 % en 5 ans. En 2016, le groupe a distribué plus d'un demi-milliard d'euros à ses actionnaires, l'équivalent d'un salaire brut de 40.000 € pour plus de 13.000 travailleurs. C'est aux actionnaires de payer la restructuration ! Les travailleurs doivent garder leur salaire. Contrairement aux actionnaires, c'est la seule ressource qu'ils ont pour vivre.

Mais depuis l'annonce de Carrefour, les médias, les ministres et les syndicats se sont tous transformés en experts de la grande distribution, les uns reprochant à Carrefour d'avoir pris ces mesures trop tard, les autres d'en prendre de mauvaises.

C'est une façon d'isoler les travailleurs de Carrefour des autres travailleurs, des banques, de Caterpillar, ArcelorMittal, Ford... Toutes ces entreprises avaient leurs (mauvaises) raisons de supprimer des emplois, mais surtout, toutes ont fait payer les travailleurs pour assurer le

maximum de profits à leurs actionnaires.

Les travailleurs de Carrefour ne sont pas seuls. Dans tous les secteurs, il y a des travailleurs qui subissent la même chose. C'est tous ensemble que les travailleurs peuvent avoir le rapport de force pour défendre leur peau face à cette logique ravageuse.

Interdiction des licenciements ! Le gouvernement nous parle de jobs, jobs, jobs, mais il laisse faire les entreprises qui licencient. L'interdiction des licenciements pour stopper l'hémorragie, ce serait la moindre des choses !

Ceux qui resteront chez Carrefour, devront travailler plus pour un salaire moindre et avec plus de précarité. On l'a vu chez Delhaize, on le voit dans les banques, on le voit partout ! Les uns qui se crèvent au travail pendant que les autres croupissent au chômage? Cette absurdité profite aux grands actionnaires, mais elle pourrit notre vie à tous. Alors, c'est le contraire qu'il faut : **Répartition du travail entre tous sans perte de salaire !**

Il y a de l'argent pour que tous les travailleurs aient un salaire convenable, sans laisser leur santé au travail. Il faut imposer que les richesses servent d'abord à ceux qui les ont créées, c'est-à-dire aux travailleurs de tous les secteurs .

Mobilisation réussie !

Le 21 janvier, 2 500 personnes se sont rassemblées au parc Maximilien, près de la Gare du Nord à Bruxelles, pour y former une chaîne humaine. Il s'agissait d'empêcher une action policière contre les migrants qui, par tous les temps, sont obligés de camper dans ce parc. Action réussie !

Depuis l'élan de solidarité de 2015 pour aider les réfugiés réduits à camper dans ce parc (pas loin de l'Office des étrangers), un réseau de volontaires s'est formé autour de la « plate-forme citoyenne ». Toutes les nuits, ils hébergent des migrants et leur fournissent de quoi manger et se vêtir.

Car le gouvernement s'en lave les mains. Et pire : il répond par des actions policières contre les migrants, les chasse, les arrête et les expulse.

Cette brutalité d'État contre des personnes qui n'ont rien fait de mal, mais qui fuient la guerre, la faim et les dictatures, choque beaucoup de monde. Même parmi les policiers amenés à faire le sale boulot. Si bien que la plate-forme a été prévenue deux jours à l'avance de l'action policière prévue dans la soirée du 21 janvier.

La mobilisation rapide du réseau a permis de loger

plus de 300 migrants l'après-midi même. La police aurait trouvé un parc vide. En moins de 48 heures, 2 500 personnes se sont mobilisées pour former une chaîne humaine autour du parc. La police a préféré se tenir éloignée, même si le ministre de l'intérieur Jan Jambon prétend que les arrestations de personnes qu'il qualifie d'« illégales » ont bien eu lieu... à la gare du Midi.

Depuis le début, le gouvernement se sert des migrants comme bouc émissaire. Il s'efforce de détourner les inquiétudes et la colère de la population laborieuse contre les plus pauvres. Pourtant, les suppressions d'emplois à Carrefour le prouvent une fois de plus: ceux qui menacent notre existence, nos emplois et nos salaires, ce ne sont pas les migrants, ce sont les capitalistes ! Et ce sont les gouvernements à leur service qui détricotent la sécurité sociale, les pensions, la santé, l'enseignement... pour les enrichir encore plus.

Pour une fois, leurs efforts pour nous diviser se sont heurtés à la solidarité. Et cette petite mobilisation était une belle démonstration qu'en ne se laissant pas diviser, on peut être fort ensemble.

Durobor : le patron et la Sogepa imposent une baisse de 30% des salaires !

Les 130 travailleurs restants de la verrerie de Soignies ont été confrontés à une énième attaque contre leurs salaires et leurs conditions de travail. Le nouveau directeur, Herman Green, a décidé que désormais, le travail du samedi et du dimanche serait rémunéré comme un jour ordinaire et serait récupéré par un jour de repos.

Les travailleurs soumis au travail en feu continu ont fait leurs calculs : avec 34 week-ends travaillés par an, la perte salariale nette est de 600 € par mois et atteint plus de 9 000 € bruts par an, soit une baisse de 30% !

Les salaires de ces travailleurs ne sont pourtant pas élevés : de 1 200 € pour l'équipe de jour à 1 700 € pour le travail à pause, week-end compris. C'est du reste la conséquence d'une baisse de salaire de 19% imposée en 2012 par le repreneur précédant.

Avec ces calculs en mains, les travailleurs concernés ont convaincu leurs collègues de se joindre à eux et de faire grève.

Le patron a immédiatement commencé à provoquer les grévistes, en faisant appel aux pompiers et à la police communale pour éteindre le feu de palettes du piquet de grève « qui représentait une menace pour l'entreprise ». De la part

d'un patron dont la négligence a provoqué un incendie en décembre suite à un dommage au four consécutif au manque d'entretien, cela ne manquait pas de sel ! Policiers et pompiers, dont certains sont des anciens de Durobor, sont repartis sans toucher au piquet de grève en souhaitant bonne chance aux grévistes.

Le patron a alors fait appel à une société de gardiennage pour surveiller les grévistes, qui devaient donner leur nom à chaque passage à la conciergerie. Un travailleur occupé au maintien de l'outil, qui partageait sa pause repas avec ses camarades grévistes, a été licencié pour avoir déposé une palette sur le feu !

Enfin, Herman Green n'a cessé d'agiter la menace du dépôt de bilan si les travailleurs n'acceptaient pas son plan. Les représentants de la Sogepa, le fond financier de la région wallonne, propriétaire de l'usine et seul réel investisseur, ont avalisé les menaces du patron et même participé à ses provocations contre les grévistes.

Depuis la reprise de l'usine en juillet 2017, les travailleurs de Durobor ont vu les promesses d'investissements s'envoler : plus question de la nouvelle usine qui



devait être construite à Soignies ou à Seneffe. Green a réalisé son chiffre d'affaire en liquidant les stocks de la production à prix bradés. Et maintenant que ces stocks sont presque vides, il veut gagner de l'argent en pressurant les travailleurs.

Depuis début janvier, l'entreprise a reçu une grosse commande de un million de verres à produire. Mais cela n'a pas empêché le patron, avec le soutien de la Sogepa, de se livrer à un chantage à la faillite pour imposer une baisse de 30 % des salaires. Avec la baisse imposée en 2012, cela revient à une diminution de 50% !

Faute d'une perspective à leur lutte, les travailleurs de Durobor ont mis fin à leur grève. La reprise du travail a été votée à une courte majorité de 69 contre 62. Mais les attaques de la direction ne sont pas terminées, et les travailleurs de Durobor auront encore à y faire face !

Hémorragie

Il n'y a pas que chez Carrefour que des emplois disparaissent en masse. Depuis 2011, 17.000 postes ont été supprimés dans les communes du pays. 11 % des emplois communaux - utiles à la population - ont ainsi disparu. Jobs jobs jobs ? Si les politiciens qui nous parlent d'emploi voulaient vraiment en créer, voilà où ils auraient pu commencer !

PSA: répartition du travail entre tous !

PSA annonce son intention de supprimer 2200 emplois cette année (après avoir détruit 25.000 emplois en 5 ans). En même temps, le groupe automobile annonce vouloir faire produire 500 000 véhicules en 2018 par les ouvriers de son usine de Sochaux en France. Ce sera un record qui n'avait plus été atteint depuis les années 1970. Or à l'époque cette usine comptait 35 000 salariés, et aujourd'hui elle en compte 11 000, dont 2 500 en intérim.

De toute évidence les suppressions d'emploi n'ont pas été causées par une baisse de la production. Mais l'augmentation énorme de la productivité du travail n'a profité qu'aux actionnaires de PSA. Elle aurait dû au contraire permettre de répartir la charge de travail entre tous les ouvriers, en évitant d'en envoyer au chômage. Mais la logique des exploiters n'a rien à voir avec ce qui serait normal !

Grève au CHR de la Citadelle à Liège

Jeudi 25 janvier, les travailleurs de l'hôpital de la Citadelle à Liège étaient en grève et ils sont partis à plus de 1000 en manifestation jusqu'à l'hôtel de ville. Le lendemain après trois heures d'assemblée générale, ils ont décidé de poursuivre leur grève le 1er et 2 février prochain. Ils continuent ainsi leur protestation contre les 12 millions d'économie imposées par la direction qui prévoit 39 suppressions d'emplois, la diminution de la prime de fin d'année ainsi que la suppression de la prime d'inconfort qui représente 11% de leur salaire.



Une manifestante qui travaille au service des rendez-vous témoignait ainsi : "Ca fait des mois qu'on travaille en sous effectif". "On a des files d'attente épouvantables. Les patients doivent attendre une heure simplement pour prendre rendez-vous et tout le monde en souffre. Quand on les a en ligne, ils sont super mécontents. On se fait agresser. Nous, on voudrait faire notre travail correctement. Mais on ne nous en donne pas les moyens et en plus on perd de l'argent !"

Les travailleurs de l'hôpital de la Citadelle ont bien raison de protester ! C'est le seul moyen pour pouvoir faire reculer ces mesures d'économies inadmissibles ! Leur lutte est celle de tous les travailleurs.

Deliveroo: la mobilisation continue !

Cela fait des semaines que des coursiers de Deliveroo sont mobilisés contre la décision de l'entreprise de passer au paiement à la course, une perte de revenu estimée à 30 à 40%.

Tous les samedis soirs, ils partent en grève en faisant le tour des restaurants affiliés. Ils leur demandent de fermer l'application afin de rendre impossible les commandes chez eux par Deliveroo.

La plupart des restaurants sont solidaires, de même que des étudiants qui ne doivent pas forcément gagner leur vie en pédalant pour Deliveroo. Des amis, des anciens, sont fidèles au rendez-vous pour accompagner les grévistes. Dans d'autres villes européennes des mouvements ont lieu également.

Du coup, Deliveroo a enfin accepté l'idée d'une médiation. C'est un tout premier pas, mais qui semblait encore impossible, il y a peu.

Les coursiers font la démonstration que tout en étant précaires, les travailleurs sont capables de se mobiliser.

Macron « à la rencontre » des ouvriers !

Lundi 22 janvier, le président français Macron était en visite à Toyota Onnaing dans le Nord de la France. Il était là pour sa pub et celle des actionnaires et du patron, mais il a fait savoir qu'il allait rencontrer des ouvriers pour se donner une image populaire.

Il a en effet pu serrer quelques mains d'ouvriers et ouvrières « invités » par leurs chefs à venir faire tapisserie pour de belles images à la télé.

Pendant ce temps, la police cernait l'usine et fouillait les coffres des ouvriers qui arrivaient pour envoyer au loin ceux qui avaient une chasuble CGT dans leur coffre...

Quant aux militants CGT de l'usine, les CRS ont empêché ceux qui entraient d'aller au travail et ceux qui sortaient de rentrer chez eux, les encerclant pendant trois heures sur un coin de parking, loin de l'usine.

Et voilà comment on arrange la scène du président des riches qui va « à la rencontre » des ouvriers !

Leurs fortunes, c'est notre exploitation

L'homme le plus riche de 2017, et peut-être de tous les temps, est Jeff Bezos, propriétaire d'Amazon. Sa fortune s'élevait à 90,5 milliards de dollars cet été et dépasse maintenant les 100 milliards. En six mois, ce seul homme a ainsi augmenté sa fortune de l'équivalent du salaire annuel de 200.000 travailleurs, payés 40.000 euros brut.

Les travailleurs d'Amazon qui marchent – courent ! – parfois jusqu'à 20 km par jour et travaillent jusqu'à 55 heures par semaine dans des entrepôts sans lumière du jour, voilà ceux qui font sa fortune.



Les militants CGT tenus à l'écart par les CRS

Quand De Wever sauve la Sécu...

Théo Francken, qui se construit une douteuse popularité en expulsant des réfugiés vers des états tortionnaires, a essuyé un camouflet avec la mobilisation de milliers de personnes à Bruxelles pour s'opposer à une rafle de la police au parc Maximilien.

Bart De Wever a répliqué en accusant des ONG et des avocats de vivre « du business de l'aide aux réfugiés ». Une accusation grotesque, face à l'engagement et aux efforts consentis par des dizaines de milliers de personnes pour venir en aide à ceux qui fuient la guerre, l'oppression et la misère.

De Wever a donc complété son attaque en exploitant la peur face à la pauvreté grandissante : « sauver la sécurité sociale ou ouvrir les frontières ».

Mais ce ne sont pas les migrants qui détruisent la Sécurité sociale, c'est le gouvernement, dont la N-VA de De Wever fait partie ! Par tous les cadeaux aux entreprises, par la baisse des cotisations des employeurs à la Sécurité sociale de 33% à 25% de la masse des salaires. Et le gouvernement se prépare en plus à une baisse de l'impôt des sociétés de 34% à 25 % en 2020, ce



C'est en refusant de se laisser diviser, c'est en se mobilisant ensemble qu'on a une chance d'arrêter la destruction de notre niveau de vie.

qui va plomber les caisses de l'État.

Quant à la Sécurité sociale, le gouvernement a engagé des attaques contre les travailleurs depuis son installation. Qui a relevé l'âge de la pension à 67 ans ? Qui veut imposer les pensions à points, qui vont plonger les prochaines générations de retraités dans la pauvreté ? Qui a concocté la politique de « réintégration des malades longues durées », qui se traduit par un licenciement sans indemnités dans 2 cas sur 3 ? Qui a réalisé 3 milliards € d'économie dans le secteur de la santé, doublé le prix de nombreux médicaments, poussé les hôpitaux à licencier du personnel infirmier et à baisser les salaires ? Qui, encore, évoque la limitation des allocations

de chômage dans le temps ?

Cette politique de destruction de la Sécurité sociale est destinée à en financer une autre : celle des cadeaux aux entreprises, cadeaux qui finissent dans les coffres des actionnaires.

Économie fatale

Le 15 janvier dernier, une maison explosait au centre d'Anvers suite à une fuite de gaz faisant 2 morts et 14 blessés. Il apparaît aujourd'hui que l'immeuble était en très mauvais état, mais ce constat vient trop tard. Les services de l'inspection du logement d'Anvers chargés de constater l'insalubrité des logements de la ville n'ont visiblement pas fait leur travail. Et pour cause : si en 2015, ils étaient 17 employés, ils n'étaient plus que 2,8 équivalent temps plein en 2017 !

Pourtant, le bourgmestre d'Anvers n'a que le mot sécurité à la bouche. Il faut croire qu'il n'en a pas la même définition que les locataires modestes de sa ville.

Un "réfugié" bien accueilli

Le nationaliste catalan Carlos Puigdemont est un « réfugié » qui n'est pas obligé de dormir dans un parc. Ou plutôt, il dort au milieu d'un parc privé de 2 ha, dans une somptueuse villa ! Puigdemont est en effet hébergé dans la villa du très riche entrepreneur Walter Verbraeken, accessoirement l'oncle de Bart de Wever et connu comme un des sponsors du Vlaams Belang et de la N-VA. Sa villa est actuellement à vendre au prix de 895.000 €.



Ah oui, entre riches patrons, extrême droite et nationalistes on se connaît. On mange dans les mêmes assiettes.

Salaire des patrons en hausse

Cinq jours et demi : c'est le temps qu'il fallait en moyenne, en 2016, aux patrons des entreprises du Bel 20 (les grandes entreprises cotées à la bourse belge) pour gagner l'équivalent du salaire annuel moyen d'un travailleur.

Avec 2,08 millions € par an, le salaire de ces patrons a ainsi progressé de 26% par rapport à 2015. Loin des 1,1% d'augmentation maximale fixée par la loi sur « la compétitivité »... qui apparemment ne vaut que pour les travailleurs.

En 2018, organisons nous pour riposter !

Pieter Timmermans, le président de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB), déborde d'optimisme. Selon lui la croissance est de retour, et en 2018 les entreprises vont embaucher promet-il. Il prétend même que le problème n'est plus de créer des emplois, mais de trouver des travailleurs.

A l'entendre, le chômage n'est pas dû aux suppressions d'emplois massives par les entreprises. Oubliez Caterpillar, Delhaize, les banques qui ont supprimé des milliers d'emplois tout en empochant des milliards d'argent public. Oubliez les postes dans la fonction publique supprimés pour faire des économies rendues nécessaires par les cadeaux aux banques et aux actionnaires. S'il y a du chômage, c'est parce les qualifications des travailleurs ne correspondraient pas à la demande des entreprises !

Voilà un vrai conte de fée patronal dans lequel les patrons sont toujours les bons héros bravant tous les obstacles mis sur leur chemin par les méchants travailleurs qui ne sont jamais assez volontaires, assez qualifiés, assez jeunes, assez mobiles, assez expérimentés... Un conte à dormir debout dont ne voudrait même pas Disney.

Il y a bien plus de travailleurs sans emploi ou dans une situation d'emploi précaire que de postes disponibles. Certes, il y aura des entreprises qui embaucheront en 2018. Mais dans l'ensemble, l'emploi sera plus précaire, moins bien payé et le chômage restera massif tant qu'on n'imposera pas le partage du travail entre tous.

Ah oui, le grand patronat a toutes les raisons d'avoir le souri-

re. Les profits ont augmenté, parce que nos salaires sont gelés, pour une charge de travail de plus en plus insupportable.

Avec ça, le gouvernement vient de baisser les impôts des sociétés à 25 %, mais il a laissé tomber sa promesse de taxer davantage certains dividendes et de détaxer les petits boulots. Bref, comme d'habitude, le patronat a été comblé, et pour le monde du travail... rien !

Peter Timmermans, porte-parole du patronat, a dit qu'il ne versera pas une larme si la taxation des dividendes et la détaxation des petits boulots étaient abandonnées. Par contre, il rappelle le gouvernement à l'ordre. Il faut qu'il poursuive les « réformes » : baisse les pensions, fasse des économies dans les soins de santé, rende le marché du travail plus flexible...

On l'aura compris, le patronat et les gouvernements à ses ordres continueront à s'en prendre aux travailleurs pour augmenter les profits. Et après cela ils osent dire que la lutte des classes n'existe pas ! Bien sûr que si, la classe capitaliste mène la lutte de classe contre le monde du travail.

Les travailleurs doivent se défendre ! Les patrons augmentent leurs profits en baissant nos salaires, en nous faisant travailler plus pour le même salaire, en empochant les cotisations sociales qui devaient financer nos pensions et nos soins de santé.

Alors, pour améliorer le sort des travailleurs, il n'y a qu'un moyen: c'est de prendre sur les profits, en imposant de partager le travail et d'augmenter les salaires. C'est se donner l'objectif d'enlever le pouvoir aux capitalistes.

Ce n'est pas la conjoncture des marchés ou les promesses de croissance qui nous sauveront. Et ce ne sont pas non plus les élections, peu importe qu'elles aient lieu comme prévu en 2019 ou suite à une chute du gouvernement. Car après comme avant les élections, le patronat est toujours là. Et ce sera toujours lui qui dictera ses quatre volontés aux gouvernements. Peu importe leur couleur, on a vu que c'était la même chose quand le Parti socialiste participait aux gouvernements.

Les travailleurs font tout fonctionner, créent toutes les richesses. Suffisamment organisés et conscients, les travailleurs sont capables de faire reculer le patronat par leurs luttes. Et ils ont maintes fois prouvé dans le passé qu'ils étaient capables de s'organiser et de se mobiliser.

On n'a pas le choix. Car l'optimisme sur la conjoncture de Timmermans n'est nullement fondé. Il a beau être le patron des patrons, ni lui, ni aucun autre représentant de sa classe n'a le moindre contrôle sur les crises de l'économie. La spéculation est plus débridée que jamais, les relations entre les différentes puissances du monde capitaliste de jour en jour plus tendues.

Alors en 2018, ne restons pas résignés devant cette bourgeoisie qui nous entraîne dans la crise, la guerre et la barbarie! Groupons nous, préparons-nous à défendre notre peau contre les exploiters et, quand le rapport de force sera suffisant, à leur arracher les rênes de l'économie et de la société!

Réforme des pensions : la pilule de la pénibilité pour faire avaler les reculs !

Pour faire passer les pensions à points, qui vont plonger de nombreux futur retraités dans la précarité, le ministre MR des pensions, Daniel Bacquelaine, a rebondi sur une revendication des organisations syndicales : la pénibilité de certains métiers.

L'appât jeté par le ministre aux dirigeants syndicaux est de proposer des critères de pénibilité du travail qui seraient convertis en coefficient multiplicateur, (1,05 ; 1,10 ; 1,15...) pour le calcul du nombre d'années de la carrière donnant droit à une pension complète.

Théoriquement, un travailleur qui travaille selon le système des pauses et est exposé à un environnement dangereux pourrait ne devoir travailler que durant 40 ans... au lieu de 47. Mais c'est la théorie. La réalité, telle que vécue par les travailleurs, c'est que les entreprises se débarrassent de leurs salariés à partir de la cinquantaine, et les années de chômage ou de pré-pension sont précisément utilisées par la réforme du ministre Bacquelaine pour diminuer encore le montant des pensions.

Et bien qu'il soit vrai que certai-



nes conditions de travail, tel que le travail à pause, raccourcissent l'espérance de vie, cette discussion autour de la pénibilité vise avant tout à séparer et à opposer les travailleurs en différentes catégories, au lieu de se rassembler pour pouvoir peser !

Quelles catégories de travailleurs ne sont pas concernées par l'augmentation constante du rythme du travail et de la productivité accrue, pour augmenter les profits des capitalistes ?

Quels départements des administrations publiques, quels enseignants, quelles infirmières, ne sont pas touchés par la diminution des effectifs et l'augmentation de la charge de travail ? Pour nos pensions et nos conditions de travail, l'unité pour se

défendre est le premier objectif à atteindre.

Les quelques 20 000 manifestants qui se sont retrouvés à Bruxelles le 19 décembre pour protester contre la réforme des pensions ont pu faire le constat qu'ils étaient aussi nombreux à venir de Flandre que de Bruxelles ou de Wallonie. Et c'est bel et bien dans la rue, dans les luttes, que les travailleurs ont la possibilité de se faire entendre !

La poudre aux yeux

Le Parlement wallon vient de voter le relèvement de l'âge de la pension pour les députés (donc pour eux-mêmes) à 65 ans à partir de 2019. Et il doit encore augmenter à 67 ans d'ici 2030.

Que veulent-ils nous montrer ? Qu'ils ne sont pas des privilégiés ? Mais être député c'est quand même nettement moins dur que de tenir un marteau piqueur ou d'être des heures derrière une caisse de supermarché.

Alors la retraite à 67 ans pour les députés s'ils veulent, mais le retour à 60 ans pour l'ensemble des travailleurs !

Dans le monde

Une impasse mortelle

Dans les hôpitaux britanniques, la situation est catastrophique. Le temps d'attente pour des opérations atteint plusieurs mois. Les ambulances doivent parfois attendre plusieurs heures avant que les patients qu'elles transportent, qui nécessitent pourtant des soins urgents, puissent être admis. Les proches de patients témoignent de malades couchés par terre !

Les démagogues du Brexit avaient fait miroiter que le retrait de la Grande-Bretagne de l'Union européenne libérerait 350 millions de livres (396 millions d'euros) par semaine pour les soins de santé.

Le journal économique Financial Times vient de calculer que le Brexit coûtera à peu près ce même montant à la Grande-Bretagne. Il risque d'être mortel pour bien des malades.

Ah, ça ira ça ira

« La fête est belle, la nourriture est bonne »... Au forum économique mondial de Davos, qui réunit tous les ans le gratin du capitalisme, flanqués de leurs serviteurs politiques, l'euphorie règne. Il y a de quoi, selon l'association Oxfam, 82 % des richesses créées en 2017 ont bénéficié aux 1 % les plus riches. Et durant les quatre jours du forum, les milliardaires du monde devraient voir leur fortune grimper d'encore 8 milliards de dollars...

Davos, c'est un peu comme la cour de Versailles, où les aristocrates vivaient en parasites dans le luxe tout en drainant les richesses créées par les classes laborieuses. Ces aristocrates étaient convaincus que jamais rien ne changerait. On sait comment ils ont fini.